

PRISE DE PAROLE JEUDI 6 FEVRIER

La CGT a appelé l'ensemble des salariés des entreprises du pays à agir pour exprimer leur contestation des choix gouvernementaux et patronaux, pour exiger tous ensemble une autre répartition des richesses créées par leur travail et pour accéder à leurs revendications.

Ainsi, dans les territoires et dans les professions, des appels à agir par la grève, débrayages, participations aux rassemblements et manifestations ont été lancés par la CGT, parfois rejoints pas d'autres syndicats comme FO aujourd'hui.

151 manifestations et/ou rassemblements seront organisés dans le pays.

Les motifs d'insatisfactions et les raisons d'exprimer notre mécontentement ne manquent pas La peur de perdre son emploi et l'angoisse de l'endettement figuraient en tête des préoccupations des salariés en cette fin d'année 2013... Les richesses créées par notre travail doivent prioritairement servir à la réponse aux besoins sociaux, à la création d'emplois de qualité, à la revalorisation du SMIC, à la hausse des salaires pour vivre mieux et permettre une relance de la consommation des ménages et permettre ainsi une relance de la croissance. Et c'est possible !

Diviser par deux les dividendes des actionnaires libérerait 120 milliards d'euros pour les investissements productifs, permettrait de revaloriser le SMIC et le point d'indice dans les fonctions publiques. Je rappelle au cas ou, que les fonctionnaires n'ont pas été augmentés depuis 4 ans... Cela créerait de l'emploi et garantirait le financement de la Sécurité sociale.

En ouvrant le débat sur le « coût du capital » pour répartir autrement la richesse produite, la CGT veut rétablir la vérité. Elle veut démontrer que ce qui coûte ce n'est pas le travail, c'est le capital

La campagne sur le « coût du travail » orchestrée par le Medef ne vise qu'à culpabiliser les salariés et à permettre à une minorité d'accaparer les richesses produites par notre travail

Le président de la République vient d'annoncer la suppression des cotisations familiales patronales, un nouveau cadeau de 30 milliards d'euros d'exonérations sociales pour les entreprises, au moins 50 milliards d'euros de baisse des dépenses publiques en trois ans, un choc de simplification aux contours flous... Il passe un accord sans engagement avec le MEDEF et demande aux organisations syndicales de dire ce qui pourrait être sauvé en matière sociale

Le transfert du financement de la politique familiale des entreprises vers le budget de l'Etat est une attaque de grande ampleur contre la protection sociale. Il remet en cause le socle de la protection sociale issu du Conseil National de la Résistance, son financement par le travail, et ouvre la porte à la fiscalisation des prestations sociales. La CGT y est opposée. Elle propose la mise à plat du financement de la protection sociale sur la base d'une augmentation de ses moyens et d'une modulation incitative des cotisations patronales

La baisse de la dépense publique d'au moins 50 milliards d'euros en trois ans est historique. Elle s'inscrit dans la politique d'austérité qui est contre-productive en matière de relance économique, de progrès social et de cohésion sociale. Baisser encore les dépenses publiques, c'est dégrader le service public et réduire les capacités d'intervention publique. Les services publics sont un bien commun et un élément de solidarité. Ils ont démontré leur efficacité en matière de développement économique et leur rôle d'amortisseur social pendant la crise. Il faut au contraire les consolider, et augmenter leurs moyens d'action.

Aujourd'hui, en France, on supprime l'emploi public et on subventionne massivement l'emploi privé. Et pour quel résultat !

Ces politiques ont incité les entreprises à s'opposer à la hausse des salaires et à recruter de plus en plus au niveau du smic, là où elles ne paient plus de cotisations sociales. Le recul de la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises et les exonérations massives de cotisations sociales n'ont pas permis de créer des emplois, ni empêché l'installation d'un chômage massif. La situation de l'emploi et du déficit de l'assurance chômage va encore être aggravée par les conséquences de la réforme des retraites votée fin 2013

De nombreuses entreprises, à l'instar de celles du CAC 40, ont maintenu voire augmenté leur taux de distribution des dividendes aux

actionnaires malgré la crise, et depuis dix ans les dividendes versés aux actionnaires sont plus élevés que le montant des investissements. Il va donc falloir évaluer la rémunération du capital, son évolution et les conséquences de son renchérissement sur l'investissement social et économique des entreprises.

C'est pourquoi, la CGT demande la construction d'un indice public du coût du capital

Le président de la République conditionne le pacte de responsabilité à l'engagement de contreparties en matière d'emplois, de qualifications et de dialogue social.

Le Président du MEDEF a déjà répondu qu'il ne s'engagerait pas sur un objectif d'emplois en ayant appâté le gouvernement puisqu'il affirmait l'inverse quelques jours avant.

Pour la CGT, la situation sociale et économique appelle à la fois une réorientation politique et des nouveaux droits d'intervention des salariés dans la stratégie des entreprises. Nous ne voulons pas seulement discuter des modalités d'un pacte passé entre le chef de l'Etat et le Président du MEDEF mais aussi des objectifs économiques et sociaux

Les aides aux entreprises et les exonérations fiscales doivent être conditionnées à la mise en œuvre d'objectifs économiques et sociaux clairs : leur politique d'emploi, d'élévation des qualifications, de formation et de salaire, d'égalité entre les femmes et les hommes, de recherche et développement, d'innovation et d'investissements. Le système financier, banques et assurances, doit aussi être mobilisé. La CGT revendique la construction d'un pôle financier public avec l'objectif prioritaire du financement de l'investissement créateur d'emploi et de valeur ajoutée.

L'ouverture de négociations sur les rémunérations est une nécessité. Elle est urgente et ne peut être renvoyée à des jours meilleurs. Mais le gouvernement a aussi sa responsabilité. Il faut impérativement une réévaluation du SMIC et la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires. L'augmentation des qualifications et des salaires est incontournable pour relancer l'économie et financer la protection sociale.

Quelques mots sur la négociation en cours sur l'assurance chômage.

Dans cette négociation, la CGT entend être force de propositions concrètes visant à la mise en place d'une véritable sécurité sociale professionnelle.

Ces propositions s'articulent et forment un ensemble : l'assurance chômage doit prendre le relais en cas de rupture du contrat de travail, y compris à l'issue d'un contrat court (CDD, Intérim), le fait de retravailler implique de pouvoir « recharger » ses droits, les salariés privés d'emploi doivent pouvoir bénéficier d'un droit à la formation équivalent à ceux dont ils auraient bénéficié dans l'emploi. Répartir autrement les richesses nécessite de sanctionner financièrement les dérives des employeurs abusant des contrats courts et des temps partiels. Investir dans la formation et l'indemnisation des demandeurs d'emploi est impératif pour sortir de la crise.

Et dans tout cela les salariées, les retraitées et les privés d'emploi de notre département tentent de survivre, touchés qu'ils sont par tout ces éléments qui se déchainent contre eux, puisque :

- Les salaires sont nettement inférieurs à la moyenne nationale, avec les incidences directes sur les montants des retraites
- L'emploi continue d'être sacrifié sur l'autel de la cupidité d'une minorité sans scrupule, comme à RPC, ou Elba ces derniers mois, exemple : les seuls dividendes versés aux actionnaires de RPC en 2013 sont l'équivalent de 9 ans de salaires pour les 100 salariés du site de saint Thibaud
- Les services publics quittent petit à petit nos milieux ruraux, méprisant la population vieillissante de ces bassins de vie, ce ne sont pas les dernières annonces du pacte dit de responsabilité qui peuvent être de nature à rassurer les aubois et aubois.
- La protection sociale qui subit les conséquences de ces politiques ne protège plus assez la population des aléas de la vie comme le chômage, la famille ou la santé. Par conséquent la précarité augmente encore et toujours dans l'Aube et Champagne Ardenne. Tous les indicateurs le démontrent au-delà de ce que chacun peut constater au quotidien.

Alors chers camarades, chers amis, continuons à tout tenter pour inverser la vapeur, continuons notre travail de persuasion, nous ne sommes pas seuls parmi les dizaines de milliers de manifestants sur le territoire et ne lâchons rien et ...